317 - Régime disciplinaire propre

Les conseillers prud'hommes sont soumis à un régime disciplinaire original défini par les articles L. 1442-11 à L. 1442-18 du Code du travail, largement étoffé par la loi « *Macron* ». Lorsqu'un conseiller prud'homme manque gravement à ses devoirs dans l'exercice de ses fonctions, une procédure disciplinaire peut être engagée à son encontre, susceptible d'aboutir à une sanction prononcée jusqu'à présent par le garde des Sceaux. La loi « *Macron* » attribue ce pouvoir à une commission nationale de discipline (C. trav., art. L. 1442-13-2).

Une circulaire du ministre de la Justice du 28 mars 1991 (Circ. min. n° SJ91-05 AB1, 28 mars 1991, BO Just. 1991, n° 41) avait précisé les règles de la procédure à mettre en œuvre en cas de poursuite disciplinaire et rappelé les droits et garanties dont bénéficie le conseiller prud'homme incriminé.

"« Les conseillers prud'hommes étant des juges du siège, les procédures disciplinaires diligentées à leur encontre revêtent un caractère de particulière gravité », souligne-t-elle. « En conséquence, la charge d'instruire ces procédures doit incomber au procureur de la République sous le contrôle très attentif des chefs de la cour d'appel et sous le contrôle des juridictions administratives qui se montrent très exigeantes quant au respect des droits de la défense », commentait en ces termes la circulaire ministérielle précitée.

Le Conseil d'État avait adopté une position moins stricte car il s'était montré très réservé à l'égard de la circulaire qui manifestement complète les dispositions du Code du travail, dans le but d'éviter ensuite toute critique au regard du respect du contradictoire dont doit bénéficier tout conseiller prud'homme disciplinairement incriminé. La Haute juridiction avait estimé qu'un conseiller prud'homme sanctionné ne saurait valablement soutenir que la convocation à l'audience disciplinaire a méconnu les dispositions de la circulaire du 28 mars 1991 relative aux droits et garanties des conseillers prud'hommes en matière disciplinaire. En effet, le Premier ministre n'était pas tenu par les prescriptions d'une telle circulaire, qui était au surplus réputée abrogée à la date du décret attaqué dès lors qu'elle n'a jamais été publiée et n'est pas reprise sur le site internet prévu par l'article 1^{er} du décret du 8 décembre 2008 relatif aux conditions de publication des instructions et circulaires (CE, 20 mai 2011, n° 332451).

La loi « *Macron* » approfondit le régime disciplinaire des conseillers prud'hommes et confie à une commission nationale le soin d'exercer ce pouvoir disciplinaire au lieu et place du garde des Sceaux (C. trav., art. L. 1442-13-2). Elle organise en outre, une procédure disciplinaire très détaillée. Ce nouveau dispositif disciplinaire a été complété par un décret qui soumis au Conseil supérieur de la prud'homie le 9 novembre 2016, est paru le 28 décembre 2016 (JO 30 déc. 2016). Ce décret n° 2016-1948 définit la nouvelle procédure disciplinaire applicable aux conseillers prud'hommes et notamment les règles de constitution et de fonctionnement de la Commission nationale de discipline des conseillers prud'hommes.

Il confie, en outre, au Conseil supérieur de la prud'homie la mission d'élaborer un recueil de déontologie des conseillers prud'hommes, rendu public.

Il a été diffusé le 15 mars 2018 à l'ensemble des conseils de prud'hommes après avoir été présenté lors de la séance du Conseil supérieur de la prud'homie le 26 janvier 2018.

Une circulaire du ministère de la Justice du 7 août 2018 qui accompagne la diffusion du recueil de déontologie, commente l'ensemble des dispositions portant sur la déontologie et la discipline (Circ. NOR : JUSB1821882C, 7 août 2018).

Le Lamy Procédure prud'homale

[Sommaire général - Partie 2 Le conseiller prud'homme - Titre 2 Étendue du mandat - Étude 10 Statut du conseiller prud'homme - Section 1 Obligations liées à la qualité de juge du siège - Sous-section 4 Poursuites disciplinaires - § 1 • Régime et fautes disciplinaires](#)

318 - Fautes disciplinaires

◆ Manquements graves

Selon l'article L. 1442-13 du Code du travail dans sa rédaction issue de la loi « *Macron* », "« tout manquement grave à ses devoirs dans l'exercice de ses fonctions par un conseiller prud'homme est susceptible de constituer une faute disciplinaire »." Le Code du travail ne livre ni définition ni énumération des manquements graves, exception faite de l'acceptation d'un mandat impératif (C. trav., art. L. 1442-11). Néanmoins, on peut sans détour affirmer que ces manquements s'entendent "« de tout acte, toute attitude, tout propos, tout écrit, toute carence de nature à altérer l'autorité ou le crédit du magistrat qui s'en rend coupable ou de la juridiction à laquelle il appartient et par conséquent incompatibles avec l'exercice de fonctions juridictionnelles »" (Circ. min. n° SJ91-05 AB1, 28 mars 1991, BO Just. 1991, n° 41). Par ailleurs, le Conseil d'État, appelé à apprécier la validité des sanctions prises par un ministre, a considéré que pour être regardés comme des manquements graves au sens de l'article L. 1442-13 du Code du travail les faits qui peuvent motiver l'une des mesures prévues à l'article L. 1442-14 du même code "« ne sont pas seulement ceux qui auraient été commis dans l'exercice même de fonctions juridictionnelles ou d'administration du conseil de prud'hommes, mais aussi ceux qui, commis en dehors de ce cadre, révèlent un comportement incompatible avec les qualités attendues d'une personne investie de la fonction de juger et qui sont susceptibles de jeter le discrédit sur la juridiction à laquelle elle appartient »" (CE, 5 juill. 2004, n° 253663).

Un conseiller prud'hommes du collège employeur a ainsi été déchu de ses fonctions suite à une condamnation pénale définitive pour des faits de discrimination syndicale, faits commis en dehors desdites fonctions (CE, 20 mai 2011, n° 332451).

La violation manifeste d'une règle de base de la procédure prud'homale ou de l'un des principaux devoirs du juge constitue un manquement grave aux devoirs (CE, 16 juill. 2012, n° 352345). Le respect du Code de procédure civile s'impose au conseiller prud'homme de manière absolue et intangible. La loi « *Macron* » a entendu préciser que *tout* "« manquement grave à ses devoirs dans l'exercice de ses fonctions par un conseiller prud'homme constitue une faute disciplinaire »" (C. trav., art. L. 1442-13). En résumé, "« les conseillers prud'hommes exercent leurs fonctions en toute indépendance, impartialité, dignité et probité, et se comportent de façon à prévenir tout doute légitime à cet égard. Ils s'abstiennent de tout acte ou comportement à caractère public incompatible avec la réserve que leur imposent leurs fonctions. Leur est interdite toute action concertée de nature à arrêter ou entraver le fonctionnement des juridictions »".

Cette règle requiert une condition : lorsque le renvoi de l'examen d'un dossier risquerait d'entraîner des conséquences irrémédiables ou manifestement excessives pour les droits d'une partie.

Observation Si généralement, le grief disciplinaire revêt en même temps le caractère d'une infraction pénale (par exemple, la dénaturation d'un jugement correspond à un faux en écritures publiques), "« les poursuites disciplinaires sont toutefois indépendantes des poursuites pénales et peuvent être entreprises même en leur absence »" (Circ. précitée).

◆ Refus de servir (C. trav., art. L. 1442-12)

Tout conseiller qui, sans motif légitime tel que la maladie, voire des raisons professionnelles inopinées et après mise en demeure, refuse de remplir le service auquel il est appelé, commet une faute de nature particulière sanctionnée par une démission judiciaire déclarée d'office par la cour d'appel.

Tel a été le cas d'un conseiller prud'homme qui a refusé de signer le jugement adopté à la majorité par sa chambre, et ce même après avoir été mis en demeure de le faire.

La cour d'appel, saisie par le procureur général, a convoqué puis auditionné le conseiller réfractaire. Celui-ci ayant maintenu sa décision de ne pas signer le jugement, elle a alors estimé que ce refus n'était justifié par aucun motif légitime et qu'il avait pour conséquence de mettre le justiciable dans l'impossibilité d'obtenir justice. Elle a donc déclaré le conseiller prud'homme démissionnaire d'office (CA Lyon, 3 juin 2002, n° 2002/00980).

N'a pas été accueillie la requête en démission forcée dirigée contre des conseillers ayant refusé de siéger, dès lors que les procédures préalables à la saisine de la cour d'appel n'ont pas été respectées. La cour d'appel de Chambéry s'est prononcée en ce sens le 26 janvier 2006. En l'occurrence, manquaient la mise en demeure des intéressés, le vote à bulletin secret des conseillers de la section et leur avis motivé (CA Chambéry, ch. soc., 26 janv. 2006, n° 05/02645).

En revanche, a été déclaré démissionnaire, un conseiller prud'homme, ne s'étant présenté à aucune audience alors que toutes les convocations qui lui avaient été adressées par le greffe étaient revenues avec la mention "*adresse non identifiable*" et qui n'a pas davantage comparu, bien que régulièrement convoqué, à la séance du 28 janvier 2013 dudit conseil des prud'hommes devant statuer sur sa démission d'office (CA Paris pôle 2^e ch. 1, 3 juill. 2013, n° 13/05459).

Il nous faut mentionner un arrêt du Conseil d'État ayant admis la compétence des juridictions de l'ordre administratif pour connaître du contentieux de la démission d'office des membres du conseil de prud'hommes (CE, 25 juill. 1986, n° 39962, M^{me} Smith). Cette solution n'a, semble-t-il, pas été confirmée par la suite.

Un nouvel article D. 1442-20 du Code du travail issu du décret du 28 décembre 2016, aménage la procédure à suivre en ces termes :

Le président du Conseil de prud'hommes, après avis du vice-président, constate le refus de service d'un conseiller prud'homme de sa juridiction, dans les conditions prévues à l'article L. 1442-12 par un procès-verbal contenant l'avis motivé de la section ou de la chambre.

Le conseiller prud'homme est préalablement entendu ou dûment appelé. Si la section ou la chambre n'émet pas son avis dans le délai d'un mois à dater de sa convocation, le président mentionne cette abstention dans le procès-verbal qu'il transmet au procureur général près la cour d'appel, lequel en saisit cette dernière. La cour d'appel statue sur la démission du conseiller prud'homme refusant de remplir le service auquel il est appelé en chambre du conseil au vu du procès-verbal susmentionné. L'intéressé est appelé devant la cour d'appel.

◆ Acceptation d'un mandat impératif (C. trav., art. L. 1442-11)

Ainsi, l'acceptation d'un mandat impératif constitue un tel manquement grave à quelque époque que ce soit avant ou même après les élections. Reconnu par les juges chargés de statuer sur le contentieux des élections, il entraîne en premier lieu l'annulation des élections de celui qui s'en est rendu coupable ainsi que son inéligibilité.

Le mandat impératif serait établi en cas d'"« engagement pris de statuer selon les directives reçues d'un particulier, d'un groupe syndical, professionnel ou politique ou selon une ligne d'action prédéterminée »" (Circ. min. n° SJ91-05 AB1, 28 mars 1991, BO Just. 1991, n° 41). Révélerait l'existence d'un mandat impératif la signature d'une lettre de démission en blanc, l'organisation se réservant le droit de démissionner l'élu s'il venait à la quitter (Rép. min. n° 23247, JOAN Q. 20 mars 1995, p. 1548).

L'article L. 1442-11 du Code du travail dispose que"« l'acceptation par un conseiller prud'homme d'un mandat impératif avant ou après son entrée en fonction, sous quelque forme que ce soit, constitue un manquement grave à ses devoirs »".

Il ajoute dans sa version issue de la loi « *Macron* » : "« Si ce fait est reconnu par les juges chargés de statuer sur la validité des opérations électorales, il entraîne de plein droit l'annulation de l'élection de l'intéressé ainsi que l'interdiction d'exercer des fonctions de conseiller prud'homme pour une durée maximale de dix ans »".

Si la preuve n'en est rapportée qu'ultérieurement, le fait entraîne la déchéance du mandat de l'intéressé.

◆ Le défaut de formation initiale (C. trav., art. L. 1442-1 et 2)

À compter du nouveau mandat faisant suite à la désignation de 2017, si le conseiller prud'homme nouvellement nommé ne suit pas une formation initiale de cinq jours, dans un délai défini par le décret du 28 avril 2017, la loi « *Macron* » a prévu une sanction : la perte de la fonction puisqu'il est alors réputé démissionnaire. L'article D. 1442-10-1 du Code du travail énonce que le conseiller prud'homme qui n'a pas suivi la formation initiale dans un délai de quinze mois à compter du premier jour du deuxième mois suivant sa nomination, est réputé démissionnaire.

L'inexécution de l'obligation de formation prévue à l'article L. 1442-1 du Code du travail et la date de cessation des fonctions sont constatées par le Premier président de la cour d'appel.